

PLAIDOYER *rtes*

La période que nous traversons est particulièrement déroutante. Après deux années de crise sanitaire, la guerre est aux frontières de l'Union européenne. Alors que nous enchaînons les chocs, les élections qui arrivent nous rappellent l'importance de penser des solutions à long terme. En pleine crise démocratique, les pouvoirs publics sont plus que jamais attendus pour inventer de nouvelles manières de faire société, pour faire face aux bouleversements annoncés : que ce soit ceux liés à la crise climatique ou ceux qui liés au numérique, qui continuent à s'immiscer dans tous les aspects de nos vies.

L'économie sociale et solidaire, un cap pour cette croisée des chemins

Face à cette confusion, nous sommes nombreux.ses à partager dans les territoires les mêmes objectifs :

- Trouver de nouvelles voies de dialogue,
- Redonner de la légitimité aux institutions publiques,
- Profiter des recompositions en cours pour redonner du sens et de la place à l'humain dans les systèmes économiques,
- Utiliser les outils numériques pour faire du commun,
- Accélérer la transition écologique pour réduire l'impact environnemental de nos activités,
- Retrouver de la cohésion sociale et territoriale.

Pour autant leur ampleur comme leur conjugaison donne une idée de la complexité de l'affaire : c'est bien un nouveau paradigme qu'il faut oser imaginer.

L'économie sociale et solidaire est née de révolutions industrielles tout aussi désarçonnantes que la période actuelle. Aujourd'hui, elle n'est plus l'affaire d'une poignée ou de quelques un.e.s qui expérimentent à la marge. Les territoires, en France et au-delà, bouillonnent de milliers d'initiatives et d'acteur.rice.s qui défendent une autre conception du travail et de l'économie et inventent de nouveaux modèles. Ces nombreuses initiatives captent de plus en plus l'attention, notamment du côté des institutions, qu'il s'agisse de l'Etat français, de la Commission européenne ou encore de l'OCDE.

C'est le moment de créer l'alchimie entre des acteur.rice.s à l'oeuvre qui développent des solutions concrètes, des institutions nationales et internationales qui tentent de donner des cadres et des pouvoirs publics locaux qui s'engagent pour accompagner au mieux ces mutations.

Dans ce contexte, le RTES, réseau des collectivités qui accompagnent l'ESS sur les territoires par des politiques publiques volontaristes, souhaite faire entendre son engagement et ses propositions en faveur de l'économie sociale et solidaire. Pour nous, élu.e.s locaux.ales, il est urgent de :

- 1 **Reconnaître et accompagner le rôle des collectivités locales dans les politiques de l'ESS** : parce que nous voyons bien qu'il y a un moment « territoires », parce que c'est dans le bassin de vie du quotidien que de nouveaux repères se cherchent, et parce qu'ils sont en position d'interface, les pouvoirs publics locaux ont un rôle singulier à jouer qui doit être reconnu pleinement. Cela implique que les collectivités locales disposent de marges de manoeuvre financières.
- 2 **Oser l'ESS pour activer de nouveaux enjeux de communs locaux** : de nombreux sujets hors du champ de compétences des collectivités locales il y a quelques années sont désormais au cœur des préoccupations de nos concitoyen.ne.s : alimentation, eau, foncier, données numériques, mobilité, énergie, nouvelles formes d'activités et d'emploi. Les outils, référentiels et pratiques de l'ESS sont des acquis précieux pour s'emparer de ces sujets et en faire des communs et des vecteurs de vivre ensemble.
- 3 **Mettre L'ESS au cœur de l'ensemble des politiques publiques** : des entreprises de l'ESS existent dans tous les domaines : alimentation, agriculture, culture, services à la population, numérique, industrie, etc. Il ne s'agit pas tant de développer l'ESS en tant que secteur que de faire reconnaître ses principes pour les diffuser dans l'ensemble des politiques publiques sectorielles.
- 4 **Co-construire les politiques publiques** : les pouvoirs publics retrouveront de la légitimité d'action par le dialogue avec les acteurs et les citoyens. Au-delà de dialogues préalables et de consultations, **ce sont des postures de construire ensemble qu'il faut généraliser dans l'approche des politiques publiques**. Les politiques locales d'ESS pratiquent et promeuvent la co-construction de longue date : inspirons-nous de cette expérience pour la diffuser plus largement.
- 5 **Faire de l'ESS un vecteur de cohésion sociale et territoriale** : opposition des populations urbaines et rurales, clivages culturels et générationnels, inégalités sociales, fractures numériques... Le territoire du quotidien doit être un espace de coopération pour du mieux vivre. Tiers-lieux, conseils de quartiers, associations, entreprises de l'ESS sont de fait des lieux de gouvernance locale qui doivent être reconnus comme outil de cohésion sociale et territoriale.

Retrouvez plus d'informations sur www.rtes.fr